



## Mayo-Tsanaga

195 maisons incendiées par Boko Haram à Gossi et Toufou I

P. 5

# L'œil DU Sahel

Directeur de la Publication : Guibaï Gatama

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1173 du lundi 28 janvier 2019

## INQUIÉTUDE

# La Sonara à court de pétrole brut

P. 3



## Grand-Nord

Les populations s'indignent après l'attaque des ambassades du Cameroun à l'étranger

P. 9



## Insécurité : notre humanisme interpellé

Lire la réflexion de Hervé Madougou Yagong, écrivain.

Pp. 10, 11



## Sécurité sanitaire

Le Minsanté retire un médicament du marché

P. 5

## Extrême-Nord

La France sensibilise contre la radicalisation des jeunes

Pp. 6, 7

## Maroua 1<sup>er</sup>

517 actes de naissances distribués en 7 jours

P. 7



## Ensemble, nous pouvons lutter contre les fausses informations

Nous agissons en supprimant les faux comptes et en collaborant avec des médias de vérification. Pour savoir à qui faire confiance, nous vous proposons des astuces pour détecter les fausses informations.



### 1. Méfiez-vous des titres.

Les fausses actualités ont souvent des titres accrocheurs : tout en majuscules, avec des points d'exclamation. Si les affirmations du titre semblent invraisemblables, elles le sont probablement.

### 2. Examinez de près le lien.

Un lien frauduleux ou conçu pour ressembler à un autre peut être le signe de fausses informations. De nombreux sites de fausses informations imitent de vraies sources d'actualité en apportant de légères modifications au lien. Vous pouvez accéder au site et comparer le lien aux sources reconnues.

### 3. Effectuez des recherches sur la source.

Vérifiez que l'actualité a été rédigée par une source de confiance reconnue pour son exactitude. Si l'actualité provient d'un organisme inconnu, consultez la section « À propos » pour en savoir plus.

### 4. Faites attention aux formats inhabituels.

De nombreux sites de fausses informations contiennent des fautes d'orthographe ou une présentation incohérente. Lisez avec prudence si vous repérez de tels signes.

### 5. Examinez les photos.

Les fausses actualités contiennent souvent des images ou des vidéos retouchées. Il arrive parfois que la photo soit authentique, mais qu'elle ait été sortie de son contexte. Vous pouvez rechercher la photo ou l'image afin de vérifier sa provenance.

### 6. Inspectez les dates.

Les fausses actualités contiennent parfois des chronologies incohérentes ou des dates d'événements qui ont été modifiées.

### 7. Vérifiez les preuves apportées.

Vérifiez les sources de l'auteur pour vous assurer qu'elles sont exactes. Le manque de preuves ou la référence à des experts anonymes peut être le signe d'une fausse actualité.

### 8. Cherchez d'autres articles d'information.

Si aucune autre source ne fait référence à cette actualité, il peut s'agir d'une fausse information. Si l'actualité est relayée par plusieurs sources de confiance, il est plus probable qu'elle soit vraie.

### 9. La nouvelle est-elle juste une blague ?

Il est parfois difficile de faire la différence entre une fausse actualité et une forme d'humour ou de satire. Vérifiez si votre source est connue pour ses parodies, et si les détails et le ton de l'article sont simplement satiriques.

### 10. Certains articles sont intentionnellement faux.

Faites preuve de sens critique lorsque vous lisez des actualités, et ne partagez que les informations qui sont pour vous crédibles.

**ENTREPRISE.** Le propriétaire du tanker exige d'être payé par l'entreprise recrutée par la raffinerie pour le transport de la cargaison.

# Le brut de la Sonara bloqué par un armateur

Par Brice R. Mbodiam

Depuis hier, le 27 janvier 2019, les équipements de raffinage de la Sonara sont de nouveau à l'arrêt, faute de pétrole brut à raffiner. Pourtant, apprend-on de sources internes à la Sonara, un tanker ayant dans ses soutes une importante cargaison de pétrole brut mouille au large de la ville de Limbe depuis la mi-décembre 2018. C'est que, depuis plus d'un mois, le propriétaire du MT Barents SEA exige, avant tout déchargement, d'être payé par DS Marine, l'entreprise dirigée par François Fomawa, qui est sous contrat avec la Sonara pour assurer le transport des cargaisons de brut achetées sur le marché international par la raffinerie publique.

Selon nos sources, au moment de mouiller à Limbé, la facture exigée par le propriétaire du MT Barents SEA s'élevait à 850 000 dollars, soit environ 489 millions de FCfa. Les pénalités engendrées par le stationnement du tanker au large de Limbé, depuis la mi-décembre, ont porté la facture désormais exigée avant le déchargement de la cargaison de brut, à un peu plus d'un million de dollars, soit près de 633 millions FCfa. Toute chose qui complique davantage la tâche à DS Marine, ce partenaire de la Sonara étant empêtré dans d'in-



Le MT Barents Sea. Bloqué à Limbe.



terminables tensions de trésorerie, selon des sources autorisées.

Cette situation est d'autant plus embarrassante pour les responsables de la raffinerie publique que, apprend-on, même si la facture du propriétaire du tanker venait à être finalement réglée par DS Marine, un doute plane désormais sur la capacité de cette entreprise à pouvoir honorer la dernière année de son contrat avec la Sonara, lequel consiste à transporter environ 3,5 millions de tonnes de brut par an pendant 3 ans, contre une

rémunération globale de 34 milliards de FCfa. En cours depuis 2 ans, ce contrat avec DS Marine pourrait bien se heurter à des difficultés au cours de cette année 2019, d'abord du fait des difficultés financières de cette entreprise, ensuite à cause des effets dévastateurs de son conflit actuel avec le propriétaire du MT Barents SEA ; les armateurs ayant pour habitude, souligne un habitué du milieu, d'inscrire les mauvais payeurs sur une sorte de liste noire des entreprises avec lesquelles il ne vaudrait pas

mieux faire des affaires.

Selon des sources internes à la Sonara, une fois à l'arrêt, comme c'est le cas depuis le dimanche 27 janvier 2019, les équipements de la raffinerie publique camerounaise ne peuvent être redémarrés qu'au bout de quatre à cinq jours. Ce qui signifie que même en cas de règlement, ce 28 janvier 2019, de la facture du propriétaire du tanker qui bloque la cargaison de brut de la Sonara au large de Limbé, depuis plus d'un mois, les activités de raffinage du brut

dans la cité balnéaire du Sud-Ouest ne pourront reprendre que le 2 février prochain, au plus tôt.

Au demeurant, rassure-t-on à la Sonara, ce blocage ponctuel n'aura aucune incidence sur l'approvisionnement du marché local en produits pétroliers, aussi bien sur le court que le moyen terme, grâce aux réserves confortables des produits raffinés se trouvant actuellement dans les cuves de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (Scdp). ■

**ADAMAOUA HÔTEL PLUS**  
Ngaoundéré

B.P.: 212 Ngaoundéré, situé à la descente de la Gare voyageurs de Ngaoundéré

Contacts : 650 10 05 51 - Email : reservation@adamaouahotelplus.com / Site web : www.adamaouahotelplus.com

**POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS.** La Ministre a insisté sur les chantiers et les principaux défis du secteur pour l'année en cours, à la faveur de la Conférence des services centraux et déconcentrés, de son département ministériel.

## Minette Libom Li Likeng décline la feuille de route 2019

«(...) Selon les Très Hautes Prescriptions du Chef de l'Etat dans son discours de prestation de serment le 6 novembre 2018, l'objectif de l'émergence doit être érigé en cause nationale qui mobilise l'ensemble des citoyens, afin de faire du Cameroun un pays moderne et socialement avancé.

A cet effet, le secteur des Postes et Télécommunications, doit se mobiliser pour y contribuer activement, en faisant de l'économie numérique, la clé de voûte de notre révolution économique.

En plein essor aujourd'hui, l'économie numérique est en effet un secteur stratégique de l'économie, et sa contribution à la croissance des Etats est non négligeable.

Parmi les principaux points du Programme Economique, Financier, Social et Culturel de l'Etat pour l'exercice 2019, qui consacre la feuille de route du Gouvernement, figurent la modernisation de l'économie, la relance de la croissance et la création d'emplois, le développement de l'économie numérique.

L'économie numérique parce qu'elle est une opportunité d'accroître les services et les usages des TIC dans tous les secteurs, se présente comme une réelle opportunité, pour booster la compétitivité des entreprises, accélérer la croissance et générer des emplois.

C'est dire que le Cameroun se doit d'y tirer pleinement avantage, à travers la mise en œuvre accélérée du plan stratégique de développement de l'économie numérique.

Au cours de l'année 2019, l'activité de notre département ministériel portera principalement sur la consolidation des acquis des années antérieures ainsi que sur la maîtrise des nombreux enjeux et défis relatifs à la

transformation digitale du Cameroun.

Et dans ce cadre, il s'agira principalement :

- De l'implémentation du programme de réforme du secteur des Télécommunications et TIC, avec l'appui de la Banque Mondiale, afin de l'arrimer aux exigences de l'économie numérique. Pour ce faire, cette réforme comprend entre autres le renforcement de la réglementation et de la régulation dans le secteur, la formation des jeunes et le développement de la recherche dans le domaine des TIC, Télécommunications, l'intégration des TIC dans les autres secteurs de l'économie en vue de favoriser l'emploi ;

- La poursuite de l'accompagnement et l'encadrement des initiatives et projets des jeunes dans le numérique à travers la mise en place d'un écosystème approprié, pour l'éclosion des entreprises numériques. A travers le renforcement des capacités de SUP'PTIC BUSINESS ACADEMY, l'incubateur de l'Ecole Nationale Supérieure des Postes, Télécommunications et TIC, et le démarrage imminent des projets de construction d'une cité numérique et de mise en place d'un cyber-parc ;

- La poursuite de la restructuration de la Poste dans le cadre du Contrat Plan Etat / CAMPOST, en vue du développement de l'inclusion financière et numérique. Avec comme axe majeur, le développement d'un swith national, qui favorisera l'inter opérabilité des plateformes d'échanges et de transfert d'argent sur le territoire national ;

- Le renforcement de la cyber sécurité afin de lutter contre les malveillances contre le cyber espace national. A travers notamment des cam-



pagnes de sensibilisation et d'utilisation à l'utilisation responsable des réseaux sociaux ;

- La réduction de la fracture numérique à travers les programmes de vulgarisation et de sensibilisation de masse en vue du développement de la culture des TIC.

- Le renforcement de l'Etat Régulateur et de l'Etat facilitateur, en vue de l'assainissement des activités du secteur, à travers l'amélioration du climat des affaires, l'instauration d'une saine concurrence entre les opérateurs et le renforcement du dialogue Public/Privé, grâce au Comité de Concertation Permanente Public/Privé du secteur des Postes et Télécommunications.

Au-delà de ces défis liés au cœur de nos missions, il sera également question, au cours de l'année qui commence, de relever le défi d'une meil-

leure gouvernance caractérisée entre autres par, la promotion de la culture des résultats pour tous les personnels, le renforcement de l'interaction entre le Ministère et les structures déconcentrées, ainsi que l'accroissement de la visibilité des actions menées, pour répondre plus efficacement aux attentes des usagers.

La mission qui nous attend au cours de l'année 2019 est immense, le train du numérique qui a quitté la gare dans les délais, doit atteindre la vitesse de croisière et arriver à destination.

J'invite donc l'ensemble des personnels du MINPOSTEL, l'ensemble des structures sous tutelles à œuvrer efficacement pour nous permettre de relever ces importants défis.

J'invite également tous les acteurs du secteur à continuer à soutenir l'action du Gouvernement, pour contribuer plus activement à la croissance du sec-

teur et au-delà, à l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035.

Dans son discours à la Nation le 31 décembre 2018, le Chef de l'Etat disait (je cite) "... il est indispensable que nous fassions davantage pour intégrer les progrès du numérique dans le fonctionnement de nos services publics et de notre économie. La société digitale qui s'annonce n'attendra pas les retardataires." (fin de citation)

Depuis quelques années, le Gouvernement de la République s'est engagé à développer le secteur du numérique en vue de l'industrialisation du pays.

Aujourd'hui, il est question de poursuivre cette belle progression, en saisissant toutes les opportunités de croissance offertes par le numérique, afin de conduire inéluctablement le Cameroun vers son émergence à l'horizon 2035.

Je vous exhorte donc à redoubler d'ardeur et d'abnégation pour répondre aux attentes placées en notre secteur.

Je sais pouvoir compter sur votre contribution pour y parvenir. Maintenons le cap et cultivons chacun dans l'exercice de ses fonctions, un esprit de cohésion et de solidarité.

Je vous invite surtout à la recherche de l'excellence dans le travail, à un redoublement de l'engagement et de l'effort quotidien.

C'est à ce prix que notre Département jouera pleinement sa partition dans l'action gouvernementale.

En ce qui me concerne, les actions nécessaires seront engagées en vue de l'amélioration des conditions de travail et de solutions appropriées, dans la limite des moyens disponibles, aux difficultés de fonctionnement que nous rencontrons » ■

République du Cameroun  
Paix - Travail - Patrie

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable

Republic of Cameroon  
Peace - Work - Fatherland

Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

N°0000006/C/MINEPDED/SG/DPDD/SDEE du 24 janvier 2019

Le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable informe la communauté nationale et internationale, de la tenue des audiences publiques relatives au rapport de l'Etude d'impact Environnemental et Social du projet d'exploitation de la carrière de pierre de Ndokama dans l'Arrondissement de Yabassi, Département du Nkam, Région du Littoral, soumis par la société BUNS.

Ces audiences se tiendront du 4 au 9 février 2019, de 10 heures à 16 heures à la Maison Communautaire de Ndokama.

Les audiences publiques visent à recueillir les observations du public sur ladite étude. Le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable invite par conséquent les populations et autres parties intéressées à participer activement à cet exercice.

Le Ministre Délégué

Dr Nana Aboubakar Djalloh

**MAYO-TSANAGA.** Des salles de classes, une centaine de maisons et du matériel médical ont été incendiés.

## Les villages Gossi et Toufou I attaqués par Boko Haram



Par David Wenai

La sexagénaire Roko Doula, a failli payer de sa vie sa très grande curiosité. N'écoulant que son courage, elle est sortie de chez elle dans la nuit du 24 janvier 2019 pour s'enquérir de la situation qui prévalait dans son village, Gossi, son précieux sommeil ayant été troublé par des cris stridents. Au pas de sa porte, elle est accueillie par des balles, dont l'une finira par l'atteindre au niveau du bras gauche. Elle fait partie des 14 villageois blessés par la secte terroriste au cours de leur incursion dans cette localité de l'arrondissement de Mokolo. Au total, l'on dénombre 109 maisons incendiées, deux salles de classe détruites à la roquette et des dizaines de tonnes de

céréales parties en fumée.

Les dégâts sont aussi importants dans la localité de Toufou I, toujours dans l'arrondissement de Mokolo et situé à 5 km environ de Tourou, où s'est déroulée au même moment une incursion de Boko Haram. Les pertes du centre de santé intégré de l'Ueec sont estimées à près de 50 millions de Fcfa. «L'ambulance, récemment acquise en Suisse, est partie en fumée ; quatre motos de service et le microscope qui ont coûté autour de six millions de Fcfa ont été endommagés. Aussi, le magasin où étaient stockés les produits pharmaceutiques est parti en fumée de même que la salle d'accouchement avec tout son équipement», déplore le pasteur Salomon Hamadina, président national de l'Union des

églises évangéliques du Cameroun. Le pasteur, qui a foi aux autorités, se veut néanmoins confiant pour l'avenir. «Le préfet nous a rassurés sur les mesures sécuritaires qui seront prises. Pour ma part, je suis en train d'informer nos partenaires sur les conséquences de cette attaque sur notre centre de santé. Les personnels du centre sont pour le moment au chômage technique pour deux à trois semaines, voir un mois, puisqu'ils ne peuvent travailler dans les conditions actuelles», regrette l'homme de Dieu.

Autres dégâts enregistrés : l'école catholique, 10 motos et 86 concessions incendiées ; des tonnes de céréales parties en fumées, 02 bœufs blessés par balle, 10 boutiques pillées et incendiées et la mise hors de

service d'un puits. «Les populations sont désemparées et se sentent un tout petit peu abandonnées. Elles ne comprennent pas que des attaques soient perpétrées dans ces conditions sans que personne ne lève le plus petit doigt. L'arrivée du préfet, du sous-préfet et d'un colonel les ont rassurés et calmé leurs esprits. Si aujourd'hui, Tourou est pris ou attaqué, ils ne vont pas s'arrêter là, c'est la ville de Mokolo qui sera immédiatement visée. En tant que président du comité de développement, j'ai rassuré les populations sur le fait que les autorités sont conscientes de la situation», a indiqué Pr Bouba Kidakou, président du comité de développement de Tourou et ses environs. ■

## YAOUNDÉ. Le plan d'actions 2019 de l'AJC- Prosanté adopté

Par O. A.

Yaoundé le 25 janvier 2019. Salle des conférences de la délégation régionale de la santé publique du Centre. La fatigue est perceptible sur les visages de la vingtaine de participants présents dans cette salle. Ce sont les membres de l'Association des journalistes et communicateurs pour la promotion de la Santé (AJC-Prosanté), réunis pour une assemblée générale extraordinaire. Ils viennent de passer plusieurs heures d'examen et de discussions à propos de leur plan d'actions 2019. «S'il n'y a pas d'autres objections, nous pouvons déclarer le plan d'actions 2019 adopté», déclare Joseph Mbeng Boum, président de cette association. Une salve d'applaudissements s'élève alors dans la salle de réunion. Le plan d'actions 2019 vient d'être adopté. Il est alors 14h27 minutes. Soulagement et satisfaction sont de mise ici. Normal. Les discussions sur cet important document de travail désormais la boussole de l'AJC-Prosanté pour cette année, ont été longues. Structuré en trois parties, avec un total de 15 activités prévues jusqu'au mois de décembre 2018, ce document se veut être la boussole de l'AJC-Prosanté pour cette année en cours.

D'abord la mobilisation sociale. Des six activités au tableau, figurent en bonne place, le lancement officiel dudit plan d'actions le 20 février 2019, le plaidoyer sur la nécessité d'une loi sur la couverture santé universelle au Cameroun (CSU). La sensibilisation du réseau des parlementaires sur la nécessité de l'accroissement de l'enveloppe budgétaire de la santé n'est pas en reste. Les mois de mars et juin ont été choisis pour mener ces importantes activités. Ensuite, le renforcement des capacités, avec pas moins de sept activités. Ce sont entre autres, la formation des journalistes et communicateurs sur la prévention et la prise en charge du paludisme (utilisation des Milda), sur les violences basées sur le genre et à la promotion de la santé mentale. Le but ici est de mieux outiller ces professionnels dans ces différents domaines. Vient enfin la Communication pour le changement des comportements, avec trois activités majeures. Dans ce volet, l'AJC-Prosanté veut organiser une dizaine de rencontres avec des scientifiques pour échanger sur les problèmes de santé, leurs solutions et les évolutions scientifiques. Ce sont les «Café science». La sensibilisation des populations sur les maladies prioritaires (VIH, mortalité maternelle et infantile, santé mentale, cancers, CSU, violences basées sur le genre, le paludisme), avec l'organisation des campagnes médiatiques est l'autre cheval de bataille de cette dernière-née des associations de santé. Mais pour l'heure, le cap est mis sur l'organisation de la cérémonie de lancement officiel de leurs activités le 20 février 2019, sous le haut patronage du ministre de la Santé, Manaouda Malachie. ■

**CAMEROUN.** Le chlorhexidine 7,1% (flacon de 10ml) un médicament provoque la cécité chez les nourrissons.

## Le Minsanté retire un médicament du marché

Par Olive Atangana

La correspondance du ministre de la Santé publique (Minsanté) aux administrateurs des Fonds régionaux pour la promotion de la santé est laconique. Sur trois lignes et sans autres détails, Manaouda Malachie demande à ces responsables «de bien vouloir procéder de toute urgence, au retrait du marché de la solution chlorhexidine 7,1% flacon de 10ml». Seule la mention «très urgente» estampillée sur ce document signé le 25 janvier 2019 révèle le caractère grave de cette décision prise le jour-même. Et les informations recueillies auprès des sources dignes de foi ne sont pas rassurantes. Elles font état de ce que ce produit qui est un collyre utilisé chez les nourrissons, est sujet à une utilisation illicite et malveillante. Ce qui a entraîné plusieurs problèmes oculaires. «Parfois ce produit impacte le



nerf optique et détruit la vue. Donc les effets secondaires peuvent être graves», explique un médecin. En réalité, la correspondance du Minsanté fait suite à la notification depuis le 19 décembre 2018, de 15 cas de cécité secondaire chez les nourrissons à l'hôpital Micei

d'Oback, dans le District de santé d'Okola, région du Centre. Il a ainsi été établi que les familles avaient eu recours à l'usage de ce produit.

Voilà pourquoi le 20 décembre, une descente sur le terrain a lieu à Oback pour investigation, suivie d'une réunion de crise pré-

sidée le 21 décembre, par le Minsanté d'alors, André Mama Fouda. Cependant, ce n'est que le 02 janvier 2019 que des résolutions ont été prises. D'abord l'activation du système de gestion des incidents au niveau intermédiaire, évaluer l'ampleur du problème et trouver ses déterminants. Une recherche active des malades et leur prise en charge a aussi été préconisée. Mais pour l'heure, l'un des défis actuels est d'assurer la prise en charge des malades et l'accompagnement psycho-social des familles. Sur le terrain, la recherche active des cas dans la communauté se poursuit. Les prochaines étapes envisagent de contrôler la circulation du chlorhexidine 7,1% flacon de 10ml sur le marché et dans les formations sanitaires ; de renforcer les capacités du personnel en charge du nouveau-né et des yeux et de sensibiliser les parents sur l'utilisation dudit produit pour les soins de l'ombilic. ■

**EXTRÊME-NORD.** C'est dans le cadre de la lutte contre la radicalisation et la violence dans la région.

## Cap vers une résilience améliorée des jeunes

Par Vladimir Martin

Depuis 2014, l'Extrême-Nord a plus de 310 760 réfugiés hors camp, dont 241 030 déplacés internes et plus de 69 730 retournés. Ceci est l'une des conséquences de la crise sécuritaire dont fait face cette région le long de la frontière avec le Nigeria depuis 2013. Une crise qui a eu un impact néfaste sur l'environnement économique et l'organisation sociale des communautés. Les jeunes, les femmes mais particulièrement les jeunes filles apparaissent comme étant les couches les plus touchées en raison de leur vulnérabilité prépondérante. A la fois ex-victimes et ex-acteurs de cette crise, les jeunes sont désormais tournés vers un idéal de reconstruction sociale. Dans cette logique, des acteurs les y accompagnent pour contribuer au renforcement de leur résilience face à l'endoctrinement et à la radicalisation. Cet accompagnement intervient par de nombreuses facettes à l'exemple du Projet de résilience des ados/jeunes face à la radicalisation de la violence dans la région de l'Extrême-nord. Conjointement conduit par le ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique (Minjec), l'Ambassade de France au Cameroun et l'Organisation des

Nations unies pour la population (UNFPA), il vise environ 6000 adolescents et jeunes.

Renforcer les capacités des adolescents et jeunes dans un package intégrant les compétences de la vie courante, l'éducation sexuelle intégrée, le leadership et la participation dans la promotion de la paix, de la résolution des conflits et le dialogue intercommunautaire. Tels sont les enjeux visés par ce consortium gouvernemental, diplomatique et humanitaire. Au final, l'objectif est d'assurer l'accompagnement psychosocial et économique des victimes ayant échappé à l'extrémisme violent dans les localités de Mokolo, Koza, Mora, Tokombéré, Kousseri et Makari. Pour combattre de façon durable la crise, les jeunes de ces six localités pilotes ont accès aux formations qui leur offrent des possibilités de métiers dans l'agriculture, l'élevage, la couture, la restauration et d'autres types d'activités économiques. C'est le cas de Mohamadou Zaké Souleymane, bénéficiaire d'un secrétariat bureautique. «*Je suis bénéficiaire dans la commune de Mora, j'ai bénéficié d'une formation en informatique et secrétariat. Ceci m'a permis d'ouvrir un petit secrétariat bureautique qui me permet de ragner ma vie autre-*



Des jeunes en formation.

ment. Avec le matériel que le projet pourra m'apporter je crois bien que je pourrais m'agrandir», explique-t-il. Comme lui, d'autres jeunes sont également accompagnés quoi que l'insuffisance et le besoin restent énormes. Sur 5000 adolescents cibles qui pourront contribuer à la promotion de la paix et de la cohésion sociale au sein de leurs communautés, seulement 500 ont bénéficié d'un accompagnement selon les chiffres de l'UNFPA. Dans ce lot, Boubakary Haman, Coordonnateur du RESEAC précise que 100 jeunes ont vu leur

projet financé.

### RADICALISATION

La recherche-action qui est menée sur les déterminants de la radicalisation et la résilience chez les jeunes vise à apporter une réponse adaptée, pertinente et inclusive au sein de cette couche dite vulnérable. Selon Mathieu Sette, attaché de coopération chargée des questions de gouvernance à l'Ambassade de France au Cameroun, «*comprendre les déterminants de cette radicalisation c'est une clé*» essentielle qui devra être axée sur les activités de compétence de vie en milieu jeunes. Au vue des statistiques de l'UNFPA datant de fin 2018, ces activités de compétences ont permis de toucher 10 911 adolescents et jeunes parmi lesquels on dénombre 5865 garçons et 5046 filles. Dans ces 10 911 individus, on compte également 3336 dépla-

cés internes constitués de 1778 garçons et de 1558 filles ; 1281 retournés donc 647 garçons et 634 filles ; et 6294 membres des communautés hôtes avec à la clé 3440 garçons et 2850 filles.

Plus de 500 autres jeunes ayant directement été exposés à la radicalisation et à l'enrôlement ont été référés dans des centres de formation. Dans ce lot, il existe exactement 536 adolescents et jeunes sélectionnés selon les mêmes sources. Ils sont constitués de 275 garçons et de 265 filles. Dans la répartition, on compte 282 déplacés internes dont 170 garçons et 112 filles ; 18 retournés soit 07 garçons et 11 filles. 236 membres des communautés hôtes sont également pris en compte (98 garçons et 138 filles. Dans ces 500, 100 jeunes donc 54 garçons et 36 filles sont directement bénéficiaires des micro-business.

Pour améliorer ces compétences, des résolutions ont également été prises dans le cadre de l'atelier de deux jours qui s'est tenu les 22 et 23 janvier 2019 au cercle municipal de Maroua. Elles sont entre autres axées sur la réévaluation du coût de la prise en charge des bénéficiaires des projets, le respect du plan de mise en œuvre des projets et la mise de toutes les activités de santé dans le planning de la délégation régionale de la santé publique de l'Extrême-nord. Des stratégies de promotion des activités des bénéficiaires et des programmes éducatifs radiophoniques de masse sont également envisagés pour définitivement chasser la radicalisation de la région. ■

## Boubakary Haman, Coordonnateur du Reseac.

### «Ce projet répond aux attentes des jeunes»

Propos recueillis par V.M.

**Pensez-vous que ce type d'initiative soit suffisante pour accompagner la jeunesse qui a subi un traumatisme violent et est économiquement vulnérable ?**

Je ne dirais pas que c'est suffisant mais c'est déjà quelque chose, c'est un début. Au total nous avons inscrits 176 jeunes dans les centres de formations mais il y'a seulement 100 jeunes qui sont bénéficiaires. Si je prends ce chiffre sur l'ensemble des jeunes vulnérables y compris les 500 jeunes avec qui nous avons travaillé c'est très insuffisant si 100 bénéficient de l'insertion socio-économique. Ceci est compte tenu des contraintes budgétaires. Mais comme il y'a d'autres partenaires la situation pourra s'améliorer.

**Vous avez évoqué un processus d'autofinancement des projets par les jeunes eux-mêmes...**

Tout à fait parce que nous avons développés avec ces jeunes des méthodes de business plan pour que justement ils puissent se prendre en main. Ils pourront développer d'autres activités annexes qui demanderont forcément de la main d'œuvre et qui va déboucher vers l'extension de



leurs activités. A partir d'une activité ils pourront développer des activités comme l'ouverture des magasins, des boutiques, l'achat des motos pour faire du taxi et même les métiers liés à l'agriculture.

**Comment se fera le suivi ?**

Nous avons mis en place un mécanisme de suivi en tant qu'organisation locale. Mais nous avons également sollicité l'expertise extérieure des spécialistes. Ceci implique le ministère de la jeunesse, celui de l'agriculture, les centres de formation et les centres de promotion de la femme qui sont des structures étatiques qui sont permanentes. Ces sectorielles seront impliquées du début jusqu'à la fin du processus. C'est pour qu'elles puissent prendre le

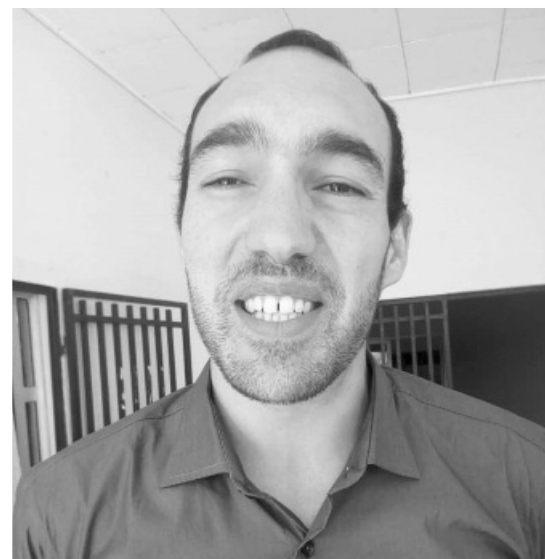
relais en matière de monitoring, de coaching, de suivi. En même temps, nous avons identifié d'autres personnes-ressources locales présentes dans les communautés concernées. Ces dispositifs permettent de faire un bon suivi. Nous avons également prévu après notre partenariat avec UNFPA et dans le cadre de nos activités dans cette zone avec d'autres partenaires de faire d'une pierre deux coups en allant à la rencontre de nouveaux jeunes pour les inclure dans notre tableau de bord par rapport à d'autres activités qui sont financées par d'autres organisations.

**A long terme, le projet pourra-t-il s'étendre à d'autres communautés de jeunes qui rencontrent les mêmes difficultés que les jeunes en zone de crise ?**

Je pense que cela dépendra de nos partenaires et des financements. L'idéal pour nous est de faire mieux. Mais actuellement nous ne couvrons que six communes, nous souhaitons une extension auprès des autres communes parce que même dans la commune de Mozogo tous les villages ne sont pas couverts. Il y'a un nombre important de jeunes qui voudraient bénéficier de ce projet. Tout dépendra des opportunités et nous sommes en train de voir comment trouver des financements nouveaux auprès d'autres partenaires pour étendre le projet à d'autres jeunes d'autres localités. ■

## Mathieu Sette, attaché de coopération de l'ambassade de France au Cameroun.

### «Les thématiques de radicalisation sont une priorité pour nous»



Propos recueillis par V. M.

**Qu'est ce qui justifie la présence de la partie française dans ce projet ?**

Ce projet l'ambassade de France l'a intégralement financé et la mise en œuvre s'est faite par l'intermédiaire de l'UNFPA.

Pour nous c'est un projet pilote très important parce qu'il traite de la question de la radicalisation des jeunes. Travailler sur les questions de jeunesse fait partie des priorités de la diplomatie française et comprendre les déterminants de cette radicalisation c'est une clé. Vous savez la France

comme le Cameroun a été touchée par des phénomènes de radicalisation violente et par des attentats. C'est également une problématique que nous partageons avec le Cameroun même si les déterminants sont très différents. Il y'avait un autre volet

>>>

>>>

sur ce projet qui a également été réalisé, c'est celui de la sensibilisation des jeunes et celui de certaines personnes qui ont été confrontées à des exactions violentes pour leur réinsertion dans un processus classique d'éducation, de reprise de travail et de sociabilité normale. Aujourd'hui nous sommes à la fin du projet qui a commencé il y a 13 mois. Nous réfléchissons ensemble avec les différents acteurs pour évaluer ce qui a marché ou non et éventuellement à la suite que nous pourrions donner avec d'autres partenaires.

### En finançant ce projet dans le Nord-Cameroun quels sont les objectifs de l'ambassade de France au Cameroun ?

L'ambassade de France via le Centre de crise du ministère des Affaires étrangères, a l'objectif de mener des projets auprès de la jeunesse qui est vraiment la population cible de la coopération française. Le but est de travailler sur un territoire qui est l'Extrême-Nord qui fait partie des territoires au Cameroun qui ont des indicateurs socio-économiques des moins favorables parmi les moins favorables de la région. Donc qui est une priorité de la coopération française. Que ce soit à travers l'agence française de développement, l'Ambassade de France, les ONG et tous les vecteurs que nous pouvons utiliser et qui sont en priorité dans les régions vulnérables comme l'Extrême-Nord. Donc c'est à la fois une priorité géographique et une priorité sectorielle qui est la jeunesse. Les thématiques de radicalisation sont une priorité pour nous comme ça l'est pour l'Etat du Cameroun.

### Quelles sont les perspectives pour les années à venir ?

Notre souhait à l'ambassade de France c'est de ne pas mélanger les étapes. A partir du résultat de cet atelier de capitalisation, nous allons voir si effectivement nous allons accompagner le projet pour une nouvelle phase dans sa réalisation. Ce n'est pas forcément l'Ambassade de France. Il y a l'Union européenne, la GIZ allemande, la Banque mondiale, il y a toute une série de partenaires. Pour le moment nous avons financé un projet pilote ciblé pour voir comment il peut fonctionner. Pour le financement, nous avons une échelle entre 200 000 à 300 000 euros. Concernant les bénéficiaires nous avons fait entre 5000 ou 6000 personnes sensibilisées selon les chiffres de l'UNFPA qui elle-même a travaillé avec les sectorielles, les communes et les organisations de la société civile camerounaise. Il y a 500 à 600 personnes qui ont été confrontées à ces violences et qui ont été accompagnées dans six localités. Il y a également eu des campagnes de sensibilisation via des radios locales sur cette thématique. ■

**MAROUA 1<sup>ER</sup>.** Cela va permettre notamment aux enfants de se présenter à l'examen du CEP.

## 517 actes de naissances distribués en 7 jours

Par Vladimir Martin

«Je suis parent de deux enfants qui viennent de recevoir leurs actes de naissance. Je suis vraiment très content parce qu'à l'époque je n'ai pas pensé à établir cette pièce et que maintenant c'était très compliqué à cause des procédures à la justice et autres. Mais maintenant j'ai un fardeau de moins. Mes enfants sont enfin des enfants normaux comme ceux des autres», déclare visiblement heureux Tanaigassou Joseph. Lequel fait partir des parents des 100 heureux bénéficiaires de l'arrondissement de Maroua 1er qui viennent de recevoir leurs actes de naissance à la résidence des sœurs de Ziling. Agés de 1 an à 53 ans, ils sont nombreux à avoir reçu le précieux graal des mains d'Hamadou Hamidou, Maire de la commune d'arrondissement de Maroua 1er. Pour l'Élu local, cette distribution s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne d'éradication de cette situation au sein de l'arrondissement dont il est le premier magistrat.

La région de l'Extrême-nord est l'une des régions aux côtés de l'Adamaoua et de l'Est où il se pose un véritable problème d'établissement d'actes de naissance. Rien que dans l'arrondissement de Maroua 1er, plus de 5500 enfants scolarisés du primaire sont en situation d'irrégularité citoyenne



La photo de famille.

par manque d'acte de naissance. Une situation que déplore le Père Charles Eko, curé de la Paroisse St Jean de Djarengol, «Un enfant qui n'a pas d'acte de naissance n'est pas citoyen d'un pays. C'est par l'acte de naissance qu'on reconnaît qu'on est citoyen d'un pays. On s'est rendu compte qu'il y a beaucoup de nos enfants qui grandissent sans actes de naissance. Il y'en a beaucoup qui arrêtent même les études par manque de cette pièce. Après réflexion, avec l'aide des religieuses, de la divine volonté et avec l'aide du maire de la commune de Maroua 1er, nous nous sommes engagés à aider certaines personnes à avoir l'acte de naissance. Il est question pour nous

d'accompagner l'Etat dans cette problématique d'obtention de l'acte de naissance beaucoup plus dans cette région», explique-t-il. Une volonté relayée par la Sœur Blandine Kounsou qui a entrepris l'établissement de 200 autres actes de naissance avec le maire de cet arrondissement. Ces actes qui seront distribués dans les prochains jours viendront s'ajouter aux 417 autres actes distribués plus tôt.

Parmi les bénéficiaires du jour, une jeune femme explique l'importance pour les jeunes filles d'avoir un acte de naissance. «Parente d'une jeune fille que j'ai adoptée, je l'ai fait venir du village pour lui éviter la situation de non scolarisation qui semble être

un destin commun à toutes les filles de mon village. Je voulais qu'elle fasse des études, qu'elle ait une vie différente des autres filles. Bien qu'elle ait 11 ans, je crois que tout est encore possible pour elle. Au village il y'a pas la scolarisation parce qu'à partir de 15 ans la fille est appelée à partir en mariage. Mon souhait était de sortir cette petite de la

situation de sous scolarisation et du mariage précoce. La petite n'a pas pu avoir son acte de naissance à temps parce que les parents n'ont pas été sensibilisés. Dans nos villages quand l'enfant grandit un peu, elle est obligée de faire des travaux champêtres et ménagers pour ses parents et à un certain âge elle partira en mariage sans acte de naissance ni de mariage. C'est la situation de beaucoup de nos mères. On ne pense donc jamais à lui faire un acte de naissance», avoue Mailaïssou Génévieve, tutrice d'une jeune fille bénéficiaire d'un acte de naissance. «Un acte de naissance c'est le début d'une vie prometteuse», conclura-t-elle. ■

## Hamadou Hamidou, maire de l'arrondissement de Maroua 1er.

### «La commune mettra tous les moyens à disposition»

Propos recueillis par V.M.

#### Pourquoi cette opération de production des actes de naissances ?

Vous savez la mission régalienne d'une collectivité locale décentralisée en matière d'état civil c'est de veiller à la sécurisation et à la facilité pour l'obtention des actes d'état civil puisque nous sommes officiers d'état civil. La commune d'arrondissement de Maroua 1er étant le centre général d'Etat civil de l'arrondissement puisqu'il existe des centres secondaires aux niveaux des cantons. Alors nous avons voulu être aux côtés des religieux par rapport à l'action de sensibilisation pour la facilitation d'obtention des actes de naissance à ces enfants. C'est beaucoup plus en sensibilisant les parents mais également en facilitant la procédure au niveau de la justice et au niveau des médecins pour l'obtention du certificat d'âge apparent que la commune s'est sentie beaucoup plus impliquée. Nous avons voulu faire de cette opportunité une occasion idoine de faire passer le message à tous les participants, d'interpeller toutes les élites et les parties prenantes à la délivrance d'actes de naissance pour qu'aujourd'hui toutes les parties prenantes œuvrent pour que les enfants de Maroua 1er puissent tous disposer d'un acte de naissance au soir de l'année 2019.



#### Quel est actuellement la situation dans l'arrondissement de Maroua 1er dans ce domaine ?

Nous avons fait une petite enquête auprès de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base où madame l'inspectrice nous a fait savoir qu'en cette année 2019, 421 élèves du CM2 ne pourront pas présenter l'examen du CEP et le concours d'entrée en 6e parce qu'ils n'ont pas d'actes de naissance. Pour tout l'arrondissement de Maroua 1er, de la SIL au CM2, il y'a plus de 5700 jeunes qui n'ont pas d'actes de naissance donc 2300 garçons et plus de 3400 filles qui n'ont pas d'acte de naissance.

Donc la situation est catastrophique parce que là ce sont seulement les élèves. Imaginez donc ceux que ne sont pas encore allés à l'école ou ceux qui ont abandonné à cause de l'acte de naissance. Il est donc temps pour nous de nous réveiller. D'abord nous les autorités municipales, les élus, les parents, l'administration elle-même, les chefs traditionnels, la société civile. Tout le monde doit mettre la main à la pâte pour une meilleure sensibilisation et une facilitation afin que tout bon camerounais obtienne cette pièce essentielle qui marque le début de son existence en tant que citoyen, qui est la pièce maîtresse dans sa vie parce

que sans acte de naissance on ne peut pas avoir de CNI et sans ceci on ne peut avoir une pièce officielle et même bénéficier d'une éducation minimum qui est un droit. Pour nous tous, il faut tout mettre en œuvre pour qu'au soir de 2019 il y'ait une prise de conscience collective à ce sujet.

#### Que fera la commune de Maroua 1er pour remédier à cette situation que vous décriez tant ?

Ce que nous allons faire nous l'avons déjà entamé, il ne reste plus qu'à intensifier. Dans les prochains jours, avec l'appui de l'autorité administrative, nous allons faire une tournée dans tout l'arrondissement de Maroua 1er pour rencontrer les autorités religieuses, traditionnelles, les forces vives, la société civile, les élites et tous les partenaires dans le processus d'obtention des actes de naissances. Nous allons les sensibiliser pour qu'ils agissent à leur niveau. La commune mettra tous les moyens à disposition pour qu'il ne manque pas de document de délivrance de cet acte et pour qu'il y ait des facilités au niveau de la justice en négociant des audiences. Pour faciliter la proximité et demander au juge de faire le déplacement vers les communautés afin de faciliter la proximité. Le plus difficile c'est de gagner les cœurs, une foi que s'est fait le reste est facile à faire. ■

**UNIVERSITÉ DE MAROUA.** C'était dans le cadre de la journée éponyme organisée le 25 janvier dernier.

# Les élèves de l'ENS à l'école de la citoyenneté

Par **Abali Abdou**  
(stagiaire)

L'Ecole normale supérieure (ENS) de Maroua a fait de la promotion des valeurs de citoyenneté, son cheval de bataille. L'objectif recherché est d'inculquer aux futurs enseignants des notions à même de leur permettre d'encadrer les élèves et de participer à l'édification d'une nation prospère basée sur les valeurs citoyennes. C'est dans ce cadre que l'ENS a organisé le vendredi, 25 janvier 2019, une journée de la citoyenneté. Présidant cet événement, le directeur adjoint de l'ENS, le Pr Kossouma Liba'a Natali, a souligné que «L'école normale supérieure de Maroua est un établissement qui forme les enseignants. Nous constatons sur le terrain un délitement des comportements civiques et nous estimons qu'étant des élèves professeurs, ils doivent être outillés à la citoyenneté pour respecter les emblèmes de la Nation, de la chose publique, adopter une attitude citoyenne pour être des vrais patriotes capables de conduire une nation responsable».

Cette première édition de la journée de citoyenneté a été placée sous le thème : «Citoyenneté et interculturalité». Le thème fragmenté en



Des élèves de l'ENS attentifs lors de la journée de la citoyenneté.

plusieurs sous thèmes, a fait l'objet des plusieurs exposés et travaux en ateliers. A travers deux panels constitués des enseignants de l'école normale supérieure de Maroua et le chef d'agence du service civique nationale de participation au développement, les futurs enseignants ont été entretenus sur les notions de civisme, de citoyenneté, les spécificités des symboles nationaux tels que le drapeau et les attitudes à adopter face à ces symboles. Certains

panelistes ont dans leurs exposés, invité les participants à respecter l'opinion des autres, l'acceptation des différences ethniques et à bannir dans leurs attitudes, les invectives sur les réseaux sociaux. Ceci afin de renforcer le vivre ensemble. Les élèves professeurs ont aussi été éduqués sur leurs droits et devoirs au sein de l'établissement qui les forme, ainsi que les différents services qui peuvent traiter leurs doléances en cas de préoccupation.

L'initiative de l'organisation d'une journée de la citoyenneté a été appréciée par les participants. Pour SADATOU ABOUBAKAR élève professeur en 4<sup>e</sup> année Arabe, «Cette journée m'a permis non seulement de connaître les informations nécessaires que les élèves professeurs sont censés connaître pour bien encadrer les élèves mais de connaître aussi par exemple le site de l'ENS, le centre médical et bien d'autres informations», a-t-elle indiqué.

Cette réaction est également partagée par Abba Bichaïr, étudiant en Master à la faculté des sciences juridiques et politiques. « Cette journée a été très éducatrice pour moi. J'ai appris beaucoup des choses et en tant que citoyen, elle m'a apporté un plus dans ma vie citoyenne et universitaire. L'exposé du Dr BANA BARKA par exemple, m'a beaucoup appris sur l'origine du drapeau du Cameroun et tous les honneurs à faire à son endroit. Cela a en outre réarmé mon civisme et m'a fait comprendre que l'émergence d'un pays n'est possible que lorsque chaque citoyen est individuellement émergent, c'est-à-dire adopte les qualités qui promeuvent le vivre ensemble», a-t-il développé non sans souhaiter que l'ENS inscrive cet événement dans son agenda des activités.

Les résolutions prises au terme de cette journée sont d'un apport capital pour toute la communauté éducative en général et celle de l'école normale supérieure de Maroua en particulier. Les élèves professeurs ont donc appris à comment apprendre à leurs apprenants, les attitudes et comportements civiques à adopter face à leurs concitoyens et face aux biens de l'Etat. ■

République du Cameroun  
Paix - Travail - Patrie

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la  
Nature et du Développement Durable

Republic of Cameroon  
Peace - Work - Fatherland

Ministry of Environment, Protection of Nature  
and Sustainable Development

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

N°0000007/C/MINEPDED/SG/DPDD/SDEE du 24 janvier 2019

Le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable informe la communauté nationale et internationale, de la tenue des audiences publiques relatives à l'étude d'impact environnemental et social (EIES) du projet de construction d'une unité de broyage de ciment à Nomayos dans l'Arrondissement de Mbankomo, Département de la Mefou et Akono, Région du Centre, soumise par la société DANGOTE Cement Cameroon.

Ces audiences se tiendront du 04 au 09 Février 2019, de 10 heures à 16 heures aux lieux ci-après :

- Mbankomo (Etablissements Tsoung Mballa Center) ;
- Ngoumou (Mairie).

Les audiences publiques visent à recueillir les observations du public sur ladite étude. Le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable invite par conséquent les populations et autres parties intéressées à participer activement à cet exercice.

Le Ministre Délégué

Dr Nana Aboubakar Djalloh



**GAROUA.** Les populations estiment pour la plupart que les revendications doivent se dérouler dans la non-violence.

# Indignation après la prise d'assaut des ambassades du Cameroun à l'étranger

Par Innocent-Blaise Youda

La journée du samedi 26 janvier 2019 s'est déroulée dans le calme et la sérénité à Garoua. Sous le soleil accablant qui fait son retour progressivement dans la capitale régionale du Nord, les conversations dans les chaumières et recoins des quartiers chauds comme Yelwa évoquaient à la peine les marches organisées par l'opposition à Yaoundé et Douala notamment. «*Franchement, la question (Marches de l'opposition, Ndlr) ne nous concerne pas, pour une raison simple, cette frange de l'opposition qui organise ces événements n'est pas suffisamment encrée dans la région du Nord, de plus je pense pour ma part qu'il ne sert à rien de vouloir distraire l'opinion. Le travail à faire c'était de se donner les moyens non seulement d'aller à l'élection présidentielle comme ça été le cas, surtout pour Maurice Kamto qui a eu une prestation que je juge de plus qu'honorable, mais aussi et surtout de contrôler les votes en faveur de l'opposition. Pour reprendre le cas de Kamto, dans la majorité des bureaux de vote ici il n'était pas représenté. Dans ces conditions, il devient difficile de contester le résultat qu'on vous attribue. Les résultats ont été validés et publiés, ce ne sont pas les marches de protestation qui vont y changer grand-chose. Il faut qu'il prépare sereinement les législatives*



Un bureau. Saccagé.

et municipales tout simplement», souligne Haman Blaise, responsable d'une ONG de promotion des droits de l'éducation à Garoua.

Aux environs de 15h, lorsque les premières images de la marche de Yaoundé et de Douala commencent à inonder les réseaux sociaux, le sujet commence alors à être à l'ordre du jour de plusieurs conversations. La avis divergent en fonction des positions et des intérêts des uns et des autres. Mais le fait que tous ces événements se déroule loin de Garoua laisse toujours un arrière-gout d'indif-

férence. Il faut attendre aux environs de 19h à 20h pour voir les gens réagir avec un peu plus d'énergie. Si les blessures de certains militants de l'opposition qui assistaient à la marche comme Célestin Djamen et Me Ndocki ont été condamnés, lorsque les informations faisant état de attaques dans les ambassades du Cameroun à Paris et d'autres capitales européennes ont commencé à tomber, cela à entrainer une désapprobation dans l'opinion à Garoua. «*Ce qui vient de se passer est très grave. On ne peut pas prétendre vouloir que le pouvoir change et s'atta-*

*quer aux institutions. Prendre d'assaut l'ambassade de son pays c'est comme prendre les armes contre ses frères. Ce n'est pas tolérable et ça doit être dénoncé avec la dernière énergie. Le problème avec ces gens qui agissent ainsi, et on l'a vu lors des dernières élections, ils sont nombreux à agir avec violence, quand on leur a demandé d'aller s'inscrire sur les listes électorales en majorité soit des sans-papiers, soit des gens qui ont acquis la nationalité étrangère et veulent crier fort sur les problèmes des camerounais. Ce n'est pas normal il faut punir les auteurs de ces actes*», fulmine un cadre du Rdpc à Garoua.

Dans l'opposition, les avis convergent également vers la condamnation de ces actes que beaucoup qualifie de barbare. «*De manière sincère, je condamne fermement ces actes. Je ne suis pas particulièrement un fan du régime actuel. Je souhaite ferment que Paul Biya parte. Il faut être honnête, le*

*vieux ne contrôle plus rien même comme on veut nous faire croire le contraire. A cet âge et après toutes ces années passées vous ne pouvez plus avoir l'énergie et l'intelligence pour tout gérer. Je condamne l'attaque des ambassades, mais comme je vous ai dit que je suis de l'opposition, si ces actes peuvent permettre de faire bouger les lignes, ce n'est pas plus mal, ce sera un mal qui aura servi à quelques choses.*» Explique Oumarou Sanda, militant de l'Undp à Bibémiré. Un avis que ne partage pas cependant son camarade Ousmanou Abdoulaye du Mrc. «*Je pense que ce régime aime la violence. Mais notre leader nous a demandé de ne poser aucun acte de violence. Si nous n'avons pas marché à Garoua, c'est juste parce que nous ne nous sommes bien préparés. Les actes de protestations doivent se déroulés dans la non-violence. On ne peut pas détruire pour prétendre construire après ou tout recommencer non ce n'est pas possible. On peut sans agresser personnes, sans détruire quoi que ce soit, contraindre le régime à un changement. Détruire les ambassades et voler les passeports et les matériels de travail sont des actes de banditisme à dénoncer. Ce n'est pas avec ce type d'attitude qu'on peut construire un pays. La violence, on sait quand on commence, mais jamais on ne sait comme elle finir*», explique-t-il. ■

## RÉACTIONS

**Hamadou Hamidou, président de la section Rdpc Diamaré-Centre I.**  
«*C'est le Cameroun qui est attaqué dans son for intérieur* »



Je condamne fermement ces actes de vandalismes sur notre ambassade à Paris. Ces actes portent atteinte à l'image de notre pays à l'étranger. C'est le Cameroun qui est attaqué dans son for intérieur. C'est une lâcheté pour ces concitoyens camerounais, que d'aller perpétrer des tels actes hors du pays. Il faut unanimement et collectivement s'indigner contre ces agissements. D'aucuns disent que le MRC a un agenda caché derrière leurs mouvements insurrectionnels, mais moi je pense que le politicien profite des naïfs pour poser des actes. Il faut se poser la question de savoir pourquoi le leader de ces mouvements n'est pas allé lui-même au-devant de la scène à Paris ? En réalité, ceux qui sont

descendus dans la rue et ont vandalisé notre ambassade à Paris sont des irresponsables, je dirai même des sans-papiers. Sinon, les vrais responsables ne peuvent pas accepter d'orchestrer des telles manœuvres destructrices. Les auteurs des mouvements insurrectionnels ont profité des badauds et autres sans papiers pour trainer l'image du Cameroun dans la boue. Et c'est la démocratie de notre pays qui est ainsi écorchée. Nous, acteurs politiques consciencieux n'allons pas accepter des telles forfaitures. Nous appelons tous les camerounais en général et les militants du Rdpc en particulier à rester calmes et dignes. Qu'ils ne suivent pas les messages des architectes du chaos. ■

**Fadimatou Damdam, actrice de la société civile.**  
«*Ces gens ne sont pas de vrais Camerounais*»



J'ai regardé avec beaucoup d'indignation les images des actes de vandalisme perpétrés sur les ambassades du Cameroun en Europe précisément sur l'ambassade à Paris, par les manifestants du MRC. Je pense que ces gens ne sont pas des vrais Camerounais. S'ils sont des vrais Camerounais, quel que soit leurs revendications, ils n'allaient jamais briser les emblèmes nationaux. Pour moi, ces actes commis à l'étranger méritent la condamnation, car ces actes incitent les Camerounais à détruire leur pays. Nous disons à ces entrepreneurs du désordre que nous n'allons pas

céder à leur manipulation. Nous sommes jaloux de notre pays et de son développement qui est en marche malgré quelques lenteurs. Le promoteur du MRC veut tout simplement conduire les Camerounais dans l'horreur. Il dit qu'il veut changer le pays, mais qu'il commence d'abord chez lui. En tout cas, il est un vendeur d'illusion. Qu'il nous laisse tranquille hors de ses ambitions destructrices. Si tel est son projet pour le Camerounais, je pense que nous sommes mille fois mieux avec Paul Biya. Le Cameroun restera toujours uni pour la défense des grandes causes de notre Nation. ■

**Ibrahim Djagra, président du conseil national de la jeunesse pour l'Extrême-Nord.**  
«*On veut entraîner l'Etat dans le bateau de la violence* »

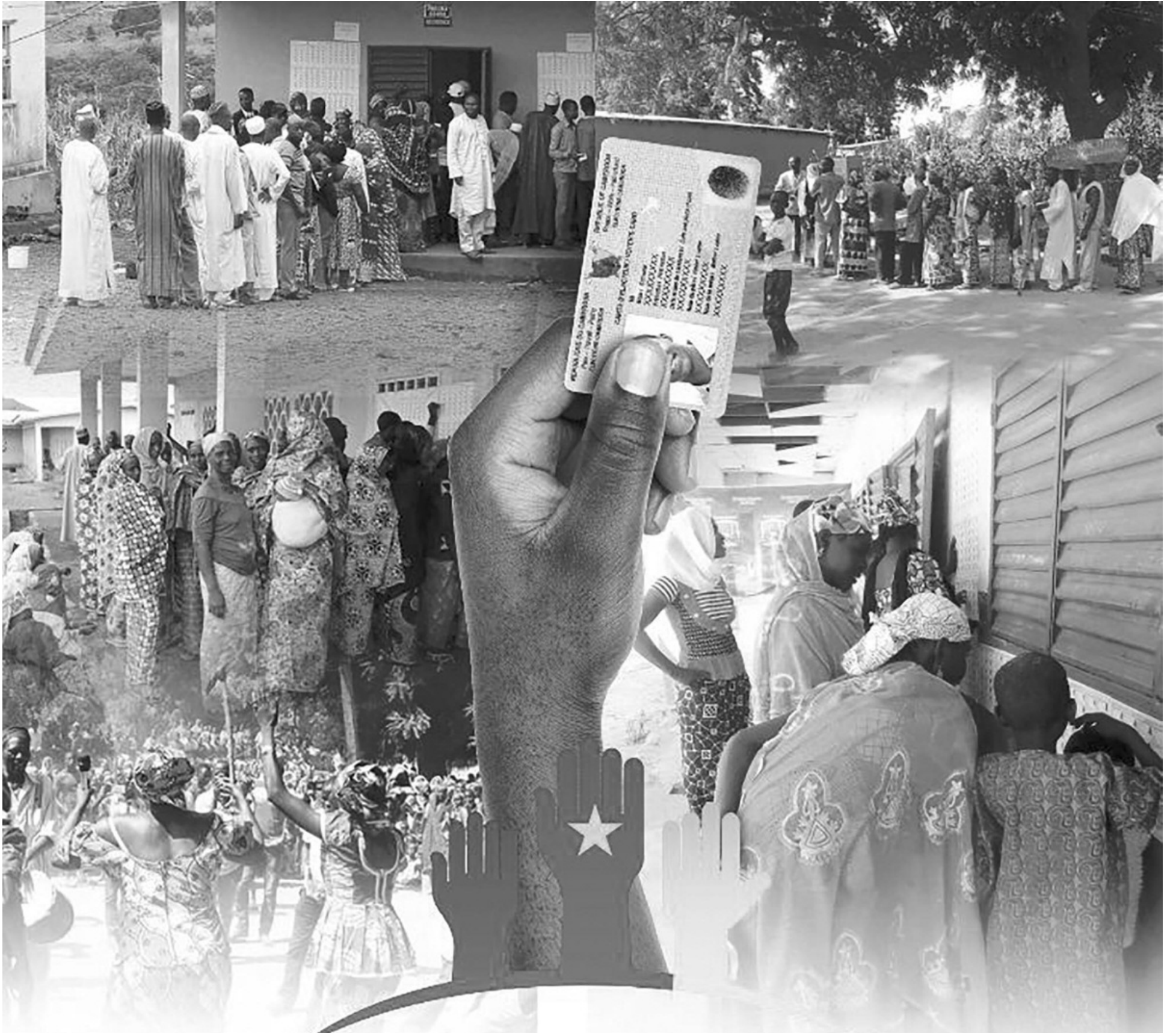
L'ambassade est une institution. C'est la République installée de l'autre côté. Il n'est bon pour les revendicateurs, de vilipender notre république à l'extérieure. Lorsqu'une ambassade est attaquée dans un pays frère qui accueille cette ambassade, cette attitude porte forcément atteinte à la dignité de ce pays frère. Sur le plan diplomatique, cela peut créer une incidence. Toutefois, il faut aussi dire que, pour moi, il faut que les pouvoirs publics s'ouvrent un peu. Vous voyez que ce sont des manœuvres politiques et des positionnements politiques que les auteurs de l'attaque ou des revendications cherchent à gagner. On a peur

que ces agissements donnent l'occasion à la communauté internationale de faire de la récupération. En réalité, on veut pousser l'Etat à l'extrême-nord, on veut emballer l'Etat dans le bateau de la violence et du non-respect des droits humains. C'est pour cette raison que je pense que les deux parties doivent agir avec tact, avec tolérance et surtout il faut beaucoup de dialogue afin qu'elles trouvent un terrain d'attente. Si j'ai un message à délivrer, c'est d'appeler à l'apaisement entre les deux parties. Du côté du pouvoir, on doit savoir qu'il n'est pas du tout normal de tirer sur des citoyens. ■









# CCILE

CAMPAGNE CITOYENNE D'INSCRIPTION  
SUR LES LISTES ÉLECTORALES

**LA CARTE D'ÉLECTEUR,  
UN TRÉSOR CITOYEN**

Inscris-toi très vite !

iboga